

## **Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**

La recherche dans les domaines de l'emploi et de la promotion économique/tourisme bénéficie de conditions légales spéciales.

Conformément au mandat légal conféré par les articles 73 « Subventions visant à promouvoir la recherche en matière de marché de l'emploi » et 73a LACI, des études externes sont financées (en partie) et suivies par le fonds de compensation de l'assurance chômage (AC). Ces études sont menées dans deux domaines. Le premier concerne les travaux de recherche visant à identifier les causes du chômage en Suisse et à évaluer suffisamment tôt les conséquences sociales économiques du chômage et des nouvelles formes de travail. Le deuxième domaine concerne l'analyse de l'efficacité de la politique suisse du travail sous l'angle de la réalisation des deux objectifs principaux de la LACI, à savoir « favoriser l'intégration rapide et durable des assurés dans le marché du travail » (art. 1a, al. 2 LACI).

### **Loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et l'indemnité en cas d'insolvabilité (Loi sur l'assurance-chômage, LACI), RS 837.0**

#### **Art. 73 Subventions visant à promouvoir la recherche en matière de marché de l'emploi**

<sup>1</sup> Aux fins de contribuer à équilibrer le marché du travail, l'assurance peut allouer des subventions destinées à promouvoir la recherche appliquée en matière de marché de l'emploi.

<sup>2</sup> La commission de surveillance statue sur l'allocation des subventions. Le montant de ces subventions représente de 20 à 50 % des frais pouvant être pris en compte. Le Conseil fédéral détermine les frais à prendre en compte.<sup>1</sup>

<sup>3</sup> L'organe de compensation peut délivrer lui-même des mandats de recherche avec l'accord de la commission de surveillance. En pareil cas, il prend les frais entièrement à sa charge, à moins que la participation d'autres organes n'ait été prévue.

#### **Art. 73a Evaluation**

L'organe de compensation veille, après consultation de la commission de surveillance, à ce que l'efficacité des mesures relevant de l'assurance-chômage soit contrôlée. Les résultats principaux de ces évaluations sont communiqués au Conseil fédéral et publiés.

### **Ordonnance 1 relative à la loi sur le travail (OLT 1), RS 822.111**

#### **Art. 75 SECO**

(art. 42, al. 3, LTr)

<sup>1</sup> Le SECO représente le service de la Confédération auquel ressortit la protection des travailleurs. Il est notamment chargé:<sup>1</sup>

...

d. de procurer les informations sur la protection des travailleurs;

e. de mettre à disposition les spécialistes et infrastructures indispensables pour étudier et résoudre les problèmes et situations complexes;

f. d'étudier les questions de fond et les questions spécifiques relevant de la protection des travailleurs, et de résoudre les problèmes de portée générale;

g. de contribuer aux efforts visant à la promotion de la santé au travail ainsi que de lancer et de promouvoir les projets de recherche sur le thème de la santé au travail;

**Loi fédérale encourageant l'innovation, la coopération et la professionnalisation dans le domaine du tourisme, RS 935.22**

**Art. 7 Information et évaluation**

<sup>1</sup> Le SECO favorise l'échange d'informations dans le domaine du tourisme en général et sur les projets subventionnés en particulier.

<sup>2</sup> Il veille à ce que ces projets fassent l'objet d'une évaluation.

*Sous le nouveau régime légal entré en vigueur en 2012, l'activité d'information a été développée et forme l'un des piliers d'Innotour, soit le développement du savoir. Dans cet esprit, le SECO organise un échange d'informations régulier entre les responsables des projets et d'autres personnes et institutions intéressées ainsi que le Forum Tourisme Suisse.*

*En complément de l'échange d'informations sur les projets, la Confédération et l'économie touristique sont par ailleurs tributaires de bases de connaissances solides dans le domaine du tourisme. Le SECO assume d'importantes tâches dans le domaine statistique, en élaborant et en publiant le compte satellite du tourisme avec l'Office fédéral de la statistique (OFS). Les prévisions touristiques et le rapport «Benchmarking du tourisme – Le secteur suisse du tourisme en comparaison internationale» soutenu par le SECO avec Innotour sont deux autres exemples de l'activité de la Confédération dans ce domaine.*